

Oruno D. Lara

**La liberté assassinée. Guadeloupe, Martinique,
Guyane entre 1848 et 1856: une phase de transition,
de l'esclavage au travail libre**

Dans les colonies françaises des Caraïbes – en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane – on passe, en 1848, d'un système colonial avec esclavage et traite négrière à un système colonial avec des travailleurs *libres*. Les Nègres esclaves, devenus *nouveaux libres* et *nouveaux citoyens*, affrontent l'administration coloniale et ses appareils de contrôle et de répression. L'économie de ces colonies est confirmée dans sa dépendance à l'égard de la monoculture sucrière et du système commercial de l'*Exclusif*. Les planteurs maintiennent, avec l'aide financière de l'État, leur hégémonie économique et leur contrôle politique. Le nouveau système colonial qui se reconstruit fait appel dès 1852 à l'introduction d'une main-d'œuvre recrutée en Afrique, en Inde, en Chine notamment. Le chômage, le sous-emploi, les bas salaires, l'exil sont les corollaires d'un système social qui s'instaure pour plusieurs décennies.

Le gouvernement colonial fait appel à un personnel militaire et à des méthodes d'encadrement et de contrôle spécifiques, telles qu'une multiplication des contraintes policières et judiciaires: contrôle des cultures; contrôle de la circulation et obligation des livrets de travail pour les nouveaux libres; multiplication des procès politiques; instauration de l'état de siège. La colonisation à la française implique la mise en œuvre d'une politique dite d'*assimilation* héritée de la Révolution française, porteuse dès 1848, et pour un long terme, d'ambiguïtés et de contradictions que dénoncent certains contemporains. Il est possible de dresser un bilan des problèmes et des questions liés à la procédure de libération des esclaves, à la politique d'émancipation, aux moyens auxquels recoururent les gouvernements coloniaux pour remplacer les cadres de contrôle social et de gouvernement sans esclavage. L'abolition de l'esclavage en 1848 et les années d'oppression coloniale qui suivirent occupent le fond du débat. C'est à cette épo-

que, en effet, que se situent les axes du développement historique qu'il convient d'avoir à l'esprit pour mieux comprendre les questions qui se posent aujourd'hui encore.

1. 1848, liberté et libération

L'État octroie en avril 1848 la liberté aux esclaves des colonies françaises: Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, le Sénégal. La signature des décrets du 27 avril fait suite à la proclamation, le 25 février, à l'Hôtel de Ville de Paris, de la volonté du Gouvernement provisoire de libérer les esclaves des colonies (Lara 2005a: 36-38). Une proclamation indiquée par Lamartine, orale, non transcrite dans les procès-verbaux du nouveau gouvernement, comme ce fut le cas pour beaucoup d'autres. La *Commission d'abolition de l'esclavage* présidée par Victor Schœlcher – dont la création est décidée par décret le 4 mars 1848 et qui se réunit du 5 mars au 21 juillet 1848 – prend l'avis de certains colons, de l'administration coloniale, des armateurs-négociants des ports, et d'un abolitionniste, Isambert. Elle reçoit, le 11 mars 1848, un groupe de huit personnes présenté comme la députation des "Enfants de l'Afrique", composée de Guadeloupéens et de Martiniquais.¹ Parmi les questions que le président de la commission, Victor Schœlcher, et quelques autres posent à ces délégués, figurent les suivantes:

question: "Les esclaves accepteront-ils de s'associer à leurs anciens maîtres?"

réponse: "Les esclaves, lorsqu'ils seront affranchis, ne refuseront pas de travailler";

question: "Les esclaves n'aiment-ils pas leurs maîtres en général?"

réponse: "Oui";

question: "Et ne resteront-ils pas de bonne volonté sur la plupart des habitations?"

réponse: – "Ils resteront pourvu qu'on les paye".

Le premier des décrets du 27 avril 1848, celui qui abolit l'esclavage, prévoit que "L'Assemblée nationale règlera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons" (art. 5). L'article 6 fixe que "Les colonies purifiées de la servitude et les possessions de l'Inde seront représentées à l'Assemblée nationale". Suivent des décrets organiques

1 Voir au sujet des travaux de la commission d'abolition et pour les textes des décrets du 27 avril 1848: Schmidt (2000); Lara (2005b).

qui fixent la réglementation des questions suivantes: “l’entretien des orphelins, des infirmes et des vieillards”; “l’instruction publique aux colonies”; “le mode de règlement des contestations et la répression des délits relatifs au travail”; “la création d’ateliers nationaux pour les ouvriers et cultivateurs sans ouvrage”; “la création d’ateliers de discipline pour la répression du vagabondage et de la mendicité”; “l’établissement des caisses d’épargne aux colonies”; “la création de divers impôts spécialement applicables aux colonies”; “la célébration annuelle d’une fête du travail”; “l’organisation des élections des représentants des colonies à l’Assemblée nationale constituante”.

Les commissaires généraux de la République, Adolphe Gatine en Guadeloupe, François-Auguste Perrinon en Martinique, ont reçu pour instruction la mission de faire

procéder par les officiers de l’état civil à un enregistrement général de la population émancipée, en prenant pour point de départ les registres matricules actuellement existants, en conférant des noms aux individus ou aux familles.

Les esclaves doivent échanger leurs numéros matricules contre des noms de famille, la procédure donnant lieu, comme on le sait, aux pires fantaisies de la part des officiers de l’état civil.

Dans chacune des quatre colonies de Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion, une période de transition s’étend entre le moment où s’enregistre officiellement l’annonce de la République et celui où l’on proclame l’abolition de l’esclavage. François-Auguste Perrinon demande dans une lettre du 27 février 1848 à ses “frères des colonies” de “rester tranquilles et calmes”. Il souligne qu’il appartiendra à l’assemblée constituante d’“apporter le drapeau de la liberté aux colonies”. La distance, la personnalité des gouverneurs, le degré d’engagement des forces d’occupation, plus généralement la pression des appareils d’encadrement, tous ces facteurs interviennent au cours de la période transitoire. Ils engendrent un processus d’émancipation qui prend des formes spécifiques dans chacune des colonies. Ce processus, dans l’archipel guadeloupéen, diffère de celui qui est en cours en Martinique, bien que le dénouement soit analogue: une abolition proclamée avant l’arrivée des décrets du 27 avril (pour le détail, l’analyse et la reproduction de documents voir Lara 2005b). En avril et mai 1848, dans les deux colonies informées des décisions du Gouvernement provisoire et de la progression des travaux de la *Commission*

d'abolition, l'administration locale poursuit sa gestion de direction et de contrôle. En prévision de l'abolition de l'esclavage et de l'arrivée sur le marché du travail des *nouveaux libres* ou *nouveaux citoyens*, le ministre, les gouverneurs et les conseils privés, avec les colons, proposent des solutions qui visent à favoriser la domination coloniale française, à consolider les appareils de répression: armée, marine, police, justice, prison et bagne, et à renforcer les appareils idéologiques: Église, école, presse.

2. L'État et l'indemnisation des propriétaires d'esclaves

La commission d'indemnisation des planteurs débute ses travaux en août 1848, qui aboutissent au vote de la loi du 30 avril 1849. Elle propose le versement des sommes prévues en numéraire et en capital de rentes, somme qui sera disponible au sein de banques coloniales. La loi du 11 juillet 1851 crée effectivement une banque coloniale dans chaque colonie. Ces établissements doivent pratiquer le prêt "sur récoltes pendantes", c'est-à-dire aux propriétaires terriens. Leurs principaux actionnaires seront, selon leurs statuts, les plus forts indemnitaires, c'est-à-dire les propriétaires les plus importants de chaque colonie. Le *Crédit foncier colonial* est fondé en 1863. Il doit permettre l'augmentation de la circulation monétaire, le paiement de salaires et le renforcement du soutien financier à la construction des usines centrales sucrières.

2.1 Les planteurs défendent la monoculture industrialisée

Dès 1848, les planteurs de Guadeloupe fondent un *Comité de Défense de l'Industrie Sucrière* qui a des représentants dans chaque commune et envoie une délégation officielle auprès du ministère de la Marine et des Colonies. Cet organe de pouvoir parallèle provoque les protestations des représentants élus de la population à l'égard de ces interventions officielles et illégales des planteurs auprès du pouvoir central.

Les plus importants propriétaires terriens siègent au conseil d'administration du *Crédit foncier colonial* dans les années 1860. Les rachats de terre par la voie de successions et du remboursement de créances hypothécaires provoquent une concentration foncière et financière aux mains d'un petit nombre de propriétaires particuliers et de sociétés. En 1896, un *Rapport d'ensemble sur la situation de la*

Banque de la Guadeloupe signale la concession de prêts trop importants à un trop petit nombre de maisons de commerce, usines et sociétés d'exploitation agricole. L'inspecteur des Colonies A. Picquié indique: "Tout le crédit va à quatre ou cinq personnalités représentant sept ou huit établissements".

À la fin du XIX^e siècle, dix-neuf usines ont été construites en Guadeloupe et à Marie-Galante, seize en Martinique. La maison Derosne et Cail fournit le matériel de fabrication et les réseaux de chemin de fer qui relient les champs aux usines. Le système des "grandes centrales" sucrières est apparu comme "révolutionnaire" à de nombreux observateurs depuis la parution de la brochure de l'ingénieur agronome Paul Daubrée en 1841, intitulée *Question coloniale sous le rapport industriel*.

2.2 L'Exclusif, un système commercial hérité du mercantilisme

Le système commercial de l'*Exclusif*, dont les règles ont été fixées par lettres patentes en avril 1717 et octobre 1727, avait pour objectif de renforcer la politique mercantiliste et protectionniste. Il imposait aux colonies "1/ l'usage exclusif des denrées de la métropole, et portées par ses vaisseaux; 2/ le transport direct à la métropole et par ses vaisseaux de toutes les productions de la colonie". La politique de libre échange élaborée à l'occasion du traité franco-britannique de 1861 ne modifie guère, toutefois, l'exclusivité française dans les relations commerciales de la Guadeloupe et de la Martinique, une fermeture aux marchés extérieurs qui rend d'autant plus paradoxale et périlleuse la poursuite de la quasi monoculture de canne à sucre et d'autant plus étroite la dépendance à l'égard de monopoles commerciaux et des produits importés.

Certains contemporains dénoncent dès la seconde moitié du XIX^e siècle les erreurs de l'orientation économique et sociale conférée à ces colonies et les dépendances qu'elles impliquent: monoculture, *exclusif* commercial, exclusion d'une partie de la main-d'œuvre émancipée en 1848 du marché du travail par suite de l'introduction d'immigrants sous-payés dont le statut est souvent dénoncé comme proche de l'esclavage.

3. Le sort des *nouveaux libres* et les travailleurs sous contrats

Les esclaves devenus *nouveaux libres* et *nouveaux citoyens* ne reçoivent aucune compensation, ni en espèces, ni en nature, ni en terre, et sont soumis au décret organique du 27 avril 1848 prévoyant notamment la répression du vagabondage et de la mendicité et l'ouverture d'ateliers de discipline dans les colonies. Il fixe que "les cases et les terrains actuellement affectés aux esclaves, ainsi que les arbres fruitiers dont ils jouissent, restent la propriété des maîtres, à moins de conventions contraires", que

tout individu qui résidera sur des terrains quelconques appartenant à l'Etat ou aux particuliers sans en être usufruitier, fermier, locataire ou concessionnaire à autre titre, sera expulsé de ces terrains par voie de police administrative

et sera passible des peines punissant le vagabondage. Un "corps de surveillants ruraux" ayant les attributions des officiers de police judiciaire est chargé de la "recherche des délits prévus".

En 1849, Émile Thomas, ancien membre de la Commission du travail de Louis Blanc, est envoyé pour enquête officielle dans les colonies. Le Rapport au ministre de la Marine et des Colonies sur la situation du travail en Guadeloupe et en Martinique qu'il remet quelques mois plus tard recommande notamment de provoquer l'émigration hors des colonies d'une importante proportion d'"hommes de couleur", libres avant 1848, potentiels fauteurs de troubles. Il suggère de leur offrir des engagements dans l'armée d'Afrique, mais signale également que "l'habitant traite le noir libre comme l'esclave. Il a persisté à vouloir en obtenir le même travail par les mêmes méthodes". La diminution du nombre de bras ainsi provoquée serait comblée par le recrutement d'immigrants selon les modalités précédemment expérimentées par les Britanniques dans les West Indies dans les années 1834-1840.

Dès 1852, les premiers accords sont conclus par le gouvernement pour l'introduction de travailleurs sous contrats dans les deux colonies. Les planteurs, utilisant l'argument d'une pseudo *désertion* des plantations par leur ancienne main-d'œuvre libérée, préfèrent rémunérer à bas salaires des travailleurs *immigrants*. Certains d'entre eux arment dès 1850 des navires en droiture vers les côtes de l'Afrique occidentale. Après l'échec d'une tentative d'introduction de quelques

dizaines d'ouvriers agricoles et artisans recrutés en France en application de la loi de juillet 1845, certains propriétaires de Guadeloupe et de Martinique recrutent également des Madériens dans les îles anglaises voisines (Dominique, Montserrat, Sainte-Lucie, Antigua). Le 20 août 1851, le conseil privé du gouverneur de la Guadeloupe, puis celui de la Martinique, le 13 septembre suivant, se prononcent en faveur de l'introduction d'Indiens. Le décret du 27 mars 1852 charge le capitaine Auguste Blanc de l'introduction de *coolies* en Guadeloupe et en Martinique pour la *Compagnie Générale Maritime*. En 1854 arrivent les premières *cargaisons* humaines en provenance de l'Inde. Les salaires de ces *coolies* dénués de droits, lorsqu'ils sont effectivement versés, sont quatre fois moindres que les rémunérations légalement dues aux ouvriers agricoles. Le 14 avril 1857, le ministère de la Marine et des Colonies signe un nouveau contrat avec la maison Régis, de Marseille, pour le transport de 20.000 Africains en six ans, vers la Guadeloupe et la Martinique.

Malgré les rapports signalant dès 1848 le dénuement des *nouveaux libres*, l'un des soucis constants du ministère de la Marine et des Colonies est la surveillance de la consommation des esclaves libérés devenus, théoriquement, des salariés consommateurs potentiels. La *Revue Coloniale* que publie le ministère édite chaque trimestre des tableaux de l'évolution de la consommation des nouveaux citoyens de Guadeloupe et de Martinique en denrées alimentaires et manufacturées de toutes sortes en provenance de l'Hexagone. On signale par exemple, de manière cocasse, au nombre des "influence[s] de l'émancipation des Noirs sur la consommation des produits nationaux aux colonies", un "goût de la population indigène pour les objets de luxe" qui s'expliquerait par "l'aisance dont jouissent les travailleurs par suite de l'affranchissement général et des bons débouchés des produits" (*Revue Coloniale* 1849-1850).

4. Un témoignage: sur la plantation Reiset, Lamentin, Guadeloupe

En mai 1848, Xavier Reiset, gérant de l'habitation familiale au Lamentin, en Guadeloupe, signale: "La misère est à son comble ici, les sucres à vil prix, le commerce nul" (ANOM, Fonds Reiset, lettre du 29 mai 1848). L'abolition de l'esclavage vient d'être proclamée en

Martinique, le 23 mai, sous la pression des événements insurrectionnels du 22 mai au Prêcheur et à Saint-Pierre, puis, le 27 mai en Guadeloupe par le gouverneur Layrle qui craint les rassemblements d'esclaves signalés en plusieurs points de l'île et une contagion des événements de Martinique. Le gérant des Reiset annonce en date du 9 juin 1848:

Le dimanche 28 dernier, la colonie entière s'est vue dans l'obligation de proclamer la liberté. Les affreux malheurs arrivés à la Martinique et l'attitude menaçante des ateliers ont forcé la main au pays et n'ont pas permis d'attendre l'arrivée du Commissaire du gouvernement Mr. Gatine, qui enfin est arrivé hier 8 juin. Tout ce que je puis vous dire, c'est que chacun ici avait grand peur pour sa peau et que nous venons de passer quelques jours dans un état d'alarme et de qui vive que ne justifie que trop l'absence et l'éloignement de toute espèce de troupe ou justice quelconque. C'est les nègres qui depuis lors ont fait la loi et jusqu'aujourd'hui se sont refusés à reprendre le travail. Mr. Gatine a fait publier ce matin de fort beaux décrets mais aura-t-il l'énergie nécessaire pour les faire exécuter. Jusqu'ici le sang n'a pas encore coulé mais nous avons l'exemple de la Martinique sous les yeux où des familles entières ont été grillées dans leurs maisons. Le meurtre, le viol, l'incendie, le pillage et sans que l'autorité fasse aucune démonstration pour arrêter ces désordres. En somme nous existons ici dans l'anarchie la plus complète et les nouveaux citoyens se montrent bien peu dignes de la liberté qui leur a été donnée (ANOM, Fonds Reiset, lettre du 9 juin 1848).

En juillet 1848, les relations sociales entre l'administrateur de la plantation et les *nouveaux libres* se dégradent. Une "émeute" a éclaté sur la plantation. Reiset a dû en chasser un quart des femmes: "Je ne marche plus aujourd'hui qu'avec une paire de pistolets dans les poches", écrit-il, "dont la seule vue tient à distance les plus mutins".

Il estime toutefois son sort meilleur que celui des "maîtres" du voisinage qui ont été "forcés d'abandonner le travail au salaire faute de résultats", attendant beaucoup de Gatine, commissaire général de la République délégué dans la colonie par le Gouvernement provisoire, qui n'a jusqu'alors "fait que de la bouillie claire dans le pays, ou plutôt", précise Reiset, "il n'a rien fait malgré les justes et vives réclamations du pays" (ANOM, Fonds Reiset, lettre du 8 juillet 1848).

Parmi les rumeurs qui circulent dans l'île, le gérant en signale notamment deux dans sa lettre du 8 septembre 1848: la crainte d'un rétablissement de la servitude réclamée par les anciens maîtres d'une part, et "une indemnité promise non plus aux anciens possesseurs d'esclaves mais aux nouveaux affranchis". Du jeudi 11 janvier au samedi 13 septembre, des travailleurs madériens sont arrivés de la Basse-Terre. Le gérant les emploie à nettoyer les champs et l'ensemble des équipements de la plantation. Les rats ont envahi toutes les pièces de canne, "par suite du non travail". Le dimanche 11 février 1849, la plantation reçoit quatorze Madériens venus de Saint-Vincent. Ils sont tous malades et "malingreux", selon le gérant, mais leur salaire, selon le contrat, est de 1 franc par jour. Il se voit dans l'obligation de les renvoyer fin juillet, au terme des six mois de contrat prévus. Dix-sept de ces nouveaux venus sont morts peu après leur arrivée,

dans l'espace de trois semaines, tous atteints de fièvres malignes et de dysenterie, vivant comme des brutes et ne voulant rien écouter dans leur intérêt, enfin préférant mourir que de se soigner (ANOM, Fonds Reiset, lettre du 8 septembre 1848).

5. Un nouveau système colonial

Après la proclamation de la liberté, s'ouvre en Guadeloupe une période d'oppression, avec l'arrivée à la tête de l'île d'un commissaire de la République chargé de faire régner ordre et travail, puis d'un gouverneur, le colonel Fiéron, qui a servi dans l'armée d'Afrique en Algérie. Il inaugure une longue période pendant laquelle la Guadeloupe sera gouvernée par des militaires, appliquant des méthodes militaires, instaurant état de siège et tribunaux militaires d'exception au moindre trouble. Les condamnations outrancières, les exécutions sommaires, les expulsions arbitraires provoquent la terreur et l'émigration de familles de *gens de couleur* craignant pour leur liberté. Ils partent pour Haïti, le Venezuela ou Cuba. La mise au pas de la population des *nouveaux libres* s'effectue avec la complicité des colons *békés* qui envoient pétitions et adresses au ministère de la Marine et des Colonies pour réclamer l'envoi de renforts de troupes.

5.1 *Contrôle social*

Dès le lendemain de la promulgation des décrets d'avril 1848 relatifs à l'émancipation, une série de mesures est prise pour rétablir les cadres du contrôle social tombés en désuétude avec la suppression de l'esclavage. En 1852, des décrets locaux imposent des livrets de travail aux *nouveaux libres*, portant signature d'un employeur. D'autres les obligent à être porteurs de *passeports intérieurs* visés par les maires, pour circuler d'une commune à une autre. L'absence de ces documents peut entraîner de lourdes amendes et des peines d'emprisonnement. Et c'est le cas: plusieurs milliers de condamnations sont prononcées à partir de 1852 pour *vagabondage* en application de cette nouvelle *police du travail*. Une *police du travail*, pour reprendre les termes de l'époque, qui se traduit le 10 septembre 1855 par l'arrêté Gueydon en Martinique, et le 2 décembre 1857 par l'arrêté Husson en Guadeloupe. Ces deux textes, qualifiés par Schœlcher d'"attentats à la liberté individuelle", confirment les obligations de livrets de travail et de passeport et aggravent les peines pour *vagabondage*.

5.2 *Survivre*

Les salaires sont rares. Les planteurs proposent aux ouvriers agricoles un système d'association, forme de métayage avec partage des bénéfices après la récolte. Si certains accords sont conclus en Martinique, ce système reste l'exception en Guadeloupe où les employeurs tentent de payer leurs ouvriers en sucre. Un système qui échoue lui aussi: "le paiement en sucre ne convient pas aux ouvriers, qui ne peuvent attendre la fin des livraisons de sucre pour se procurer leur nourriture et leur entretien", commente le ministère de la Marine et des Colonies (*Nouvelles Annales*: I, 502).

Mais les *désertions* craintes par les planteurs n'ont pas vraiment lieu. La grande majorité des esclaves libérés restent sur place, dans l'attente du versement d'un salaire et d'éventuels moyens de loger leurs familles hors des anciennes cases des plantations dont les décrets d'abolition d'avril 1848 rappellent qu'elles demeurent la propriété des anciens maîtres. Le commissaire de la République, l'avocat Adolphe Gatine proclame officiellement: "Les cases appartiennent aux propriétaires, comme les jardins, parce qu'elles sont sur son terrain et, en

général, construites à ses frais” (*Gazette officielle de la Guadeloupe*, 25 juillet 1848).

Mais un ensemble de mesures fiscales et la nomination d’inspecteurs dans chaque commune visent à repérer et à taxer les terres cultivées en denrées autres que la canne à sucre ou le café. Dès 1852, 45.831 livrets de travail sont distribués en Guadeloupe, 55.653 l’année suivante, chiffre estimé comme plus que satisfaisant par Husson, le directeur de l’Intérieur. En Martinique, 50 539 livrets et engagements sont attribués en 1853. La même année, le relevé des “poursuites et condamnations” pour non respect de la nouvelle réglementation du travail indique que 3.141 personnes sont poursuivies en Guadeloupe, 2.789 autres étant condamnées “pour contravention à la législation sur le régime des engagements de travail et des livrets”.

6. Répression, état de siège, procès politiques

6.1 Émeutes et incendies

Les émeutes, les incendies des journées de 1848 qui ont provoqué la proclamation de la liberté des 23 mai et 27 mai en Martinique et en Guadeloupe sont des événements connus. En revanche, la tension sociale croissante, la peur sociale, notamment des planteurs et des administrateurs coloniaux à l’égard des *nouveaux libres*, le sont moins. Gouverneurs et commissaires de la République demandent à ces derniers, par la voie de proclamations affichées dans les bourgs, le respect de l’ordre public, le retour au travail sur les plantations et l’*oubli du passé*. Trois *leitmotive* que reprennent tous les candidats aux élections législatives organisées en août 1848, en juin 1849 puis à nouveau en Guadeloupe en janvier 1850 après l’invalidation du scrutin de 1849 par suite des incidents de fraude survenus à Marie-Galante.

Les incendies de plantations se multiplient en 1848-1849, des troubles que la presse, aux ordres des gouverneurs, minimise. L’administration coloniale comme les candidats aux diverses élections prônent la *réconciliation sociale*, voire la *fusion* entre anciens maîtres et anciens esclaves. Mais la tension augmente, incidents, duels et procès se multiplient dans les deux colonies. Une violence alimentée par des haines solides et des partisans irréductibles de Schœlcher – les *schœlcheristes* – et du Martiniquais Bissette qui a fait alliance électorale avec le *parti des colons* – les *bissettistes*. Leurs héros mènent pourtant

des campagnes aux slogans très comparables: retour au travail, respect de l'ordre, oubli du passé, soumission à l'autorité du gouverneur, acceptation des propositions de travail et de rémunération existantes.

La cour d'assises de Guadeloupe est bientôt occupée par un conseil de guerre qui doit juger les affaires les plus mineures en période d'état de siège, sanctionnant par de lourdes peines d'emprisonnement des vols de vêtements ou de nourriture, les auteurs de chants politiques dans les rues, ou ceux que la troupe a arrêtés lors des charivaris raillant tel ou tel candidat (Lara 2005b: 911-912). Le Guadeloupéen Izery, dit Sixième a, pour l'exemple, la tête tranchée à la hache en place de la Victoire pour avoir incendié le matelas de sa case sur un îlet du Cul de Sac.

À Marie-Galante, la fraude survenue lors du scrutin législatif de juin 1849 provoque des heurts graves et une répression faisant plusieurs morts, notamment au morne Tartenson, dit depuis "morne Rouge". Plusieurs dizaines de manifestants sont arrêtés et condamnés à des peines de prison en avril 1850. Leur leader, Saint-Jean Alonzo, est transféré en France et incarcéré à la prison de Fontevault pour une peine de dix ans. C'est à l'occasion de ce procès que l'état de siège est décrété dans la colonie et que le premier journal d'opinion républicain de Guadeloupe, *Le Progrès*, qui paraît depuis un an, est interdit.

6.2 Le premier mouvement indépendantiste de la Guadeloupe

C'est à cette époque également qu'apparaît le premier mouvement indépendantiste de la Guadeloupe. Il est dirigé par un libre, Marie-Léonard Sénécal, et fait l'objet de deux procès politiques retentissants dans toutes les Caraïbes à cette époque.

La première enquête sur ce sujet, menée par Inez Fischer-Blanchet, historienne du CERCAM, réunit un ensemble de témoignages, recueillis lors du procès dont il fut l'objet (Fischer-Blanchet 1981; Lara 1998). Issu d'une famille de nègres libres avant 1848, Sénécal, originaire de Basse-Terre où il naquit en 1807, est en 1848 régisseur du domaine dit du grand Marigot au Baillif. Il est connu des services de police de Basse-Terre avant même 1848 en tant que figure de meneur des *hommes de couleur* libres de la ville. Entre 1848 et 1851 il fait l'objet d'enquêtes et de témoignages quant à son rôle de "chef de parti [...] exerçant un pouvoir occulte" sur les *nouveaux libres*. Lors-

que le colonel Fiéron, gouverneur de la Guadeloupe nouvellement débarqué dans la colonie, se rend à l'église de Basse-Terre, le dimanche 15 octobre 1848, Sénécal, surnommé "général" par ses partisans, lance au passage de l'officier: "Citoyens! Vive la République! Vivent Schoelcher et Perrinon!", des paroles reprises massivement par la foule. Le gouverneur, selon les rapports cités au cours des procès, comprend alors qu'un "défi audacieux" vient d'être lancé à l'autorité française "par un pouvoir occulte à la face d'un pouvoir légal et régulier". Sénécal est accusé de chercher à reproduire en Guadeloupe les événements de Saint-Domingue/Haïti en prônant la rupture avec la France, l'abandon de la culture de la canne à sucre au profit de cultures diversifiées et de la production de vivres.

Au cours des procès auxquels sont soumis ses partisans et lui-même en 1850 et en 1851, le commissaire central de la police de Pointe-à-Pitre, Babeau, est suspecté de complicité avec les émeutiers et muté à Cayenne.² Le groupe de Sénécal a diffusé de nuit dans les campagnes de Basse-Terre et de Grande-Terre deux journaux clandestins, *La Canaille* et *Le Brigand*, que la police ne réussit jamais à saisir. Un drapeau de la Guadeloupe a été élaboré et à l'occasion du premier anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en mai 1849, Sénécal et ses amis se sont emparés de l'arbre de la liberté que le gouverneur devait planter aux côtés du préfet apostolique de la colonie. Ils sont arrêtés en décembre 1849, accusés d'incitation de leurs concitoyens à la guerre civile et de complicité d'incendie. Sénécal est condamné le 6 octobre 1851 à une peine de travaux forcés à perpétuité qu'il doit effectuer au nouveau bagne de Guyane. Transféré à la prison du fort Saint-Louis à Fort-de-France, d'où il fait une vaine tentative d'évasion, il est déporté au bagne de Cayenne puis à Saint-Laurent du Maroni. Il est libéré onze ans plus tard par décision du 22 mars 1862, à la condition de ne pas s'établir sur le territoire de la France ni de ses colonies. Il choisit de se rendre en Haïti et réside à Port-au-Prince jusqu'à la fin de sa vie.

2 Voir les comptes rendus du procès de Sénécal publiés par le *Courrier de la Martinique* en 1849, 1850 et 1851.

7. Politique coloniale et concentration des pouvoirs

“Les colonies sont autant de départements français”, affirme Schœlcher en 1833. Un discours, une théorie qui ont fait long feu et ont provoqué une construction mythique au long cours, celle des vertus de l’assimilation coloniale à la française dont l’ultime aboutissement aurait été le vote de la loi du 19 mars 1946, transformant officiellement ces colonies en départements... Boissy d’Anglas avait exposé dès 1795 la théorie de l’assimilation coloniale alors jugée seule susceptible d’assurer un attachement sans faille des colonies à leur puissance de tutelle pour les empêcher de devenir indépendantes. Dans son *Rapport et projet d’articles constitutionnels relatifs aux colonies, présentés à la Convention Nationale au nom de la Commission des Onze dans la séance du 17 thermidor an III* (4 août 1795), François Antoine Boissy d’Anglas a notamment précisé:

Rattachons les colonies à nous, par un gouvernement sage et ferme, par les liens d’un intérêt commun, par l’attrait puissant de la liberté. Que les colonies soient toujours françaises, au lieu d’être seulement américaines; qu’elles soient libres, sans être indépendantes; qu’elles fassent partie de notre république indivisible et qu’elles soient surveillées et régies par les mêmes lois et le même gouvernement; que leurs députés, appelés dans cette enceinte, y soient confondus avec ceux du peuple entier qu’ils seront chargés de représenter; qu’ils y délibèrent sur tous les intérêts de leur commune patrie, inséparables des leurs. Au lieu des assemblées coloniales, dont la liberté pourrait s’alarmer, et dont l’autorité nationale pourrait redouter l’influence, nous vous proposerons de diviser les colonies en différents départements.³

En 1848, le principe de l’assimilation des droits de citoyens et de la législation des colonies à ceux de la France est préconisé par le gouvernement républicain. L’article 6 du décret d’abolition fixe que “Les colonies purifiées de la servitude et les possessions de l’Inde seront représentées à l’Assemblée Nationale”. Le décret du 5 mars 1848 instaurant le suffrage universel pour la désignation des représentants du

3 Boissy d’Anglas évoque ici la *liberté* et les *députés* des colons européens habitant les colonies en question. Il proposait ensuite l’adoption d’une série d’“articles constitutionnels sur les Colonies” qui spécifiaient que “les colonies françaises dans toutes les parties du monde, sont partie intégrante de la République française et sont soumises aux mêmes lois constitutionnelles”. Voir pour le texte du Rapport de Boissy d’Anglas, Lara 1998: documents annexes.

peuple fait l'objet d'un décret d'application dans les colonies, accompagnant le décret d'abolition, daté lui aussi du 27 avril 1848.

La brève ouverture démocratique des lendemains immédiats de l'émancipation, entre juin et août 1848, permet, en Guadeloupe et en Martinique, la création de clubs politiques, l'organisation de réunions d'information, de banquets, de défilés dans les rues, la composition d'un corpus de chansons politiques. Les loges maçonniques jouent alors un rôle prédominant, notamment les loges d'*hommes de couleur* créées dans les années 1830, telles que *Les Disciples d'Hiram* en Guadeloupe et *L'Union* en Martinique. Elles sont à l'initiative de la création des journaux républicains, *Le Progrès* en Guadeloupe (1849-1850) et *La Liberté* en Martinique (1850-1851) qui visent à contrebalancer l'influence de la presse des planteurs sur l'opinion. En Guadeloupe, l'éditorial du premier numéro du *Progrès*, le 17 juin 1849, proclame :

Républicains par principe et par conviction, nous croyons à la démocratie et à ce qu'elle enseigne, nous repoussons ce qu'elle repousse. Nous croyons à la souveraineté du peuple. [...] Nous voulons enfin l'unité de la population par la fusion des races, sincèrement pratiquée à l'aide de ce symbole humanitaire: Liberté, Égalité, Fraternité.

Ces *gens de couleur* considérés comme politiquement dangereux par les gouverneurs font bientôt l'objet de sanctions policières en Guadeloupe. Plusieurs d'entre eux doivent quitter l'île avec leurs familles, lorsqu'ils ne sont pas expulsés ou placés en résidence surveillée à Saint-Martin.⁴ En 1850, les familles Guercy, Penny, Zénon, entre autres, quittent la colonie pour le Venezuela.

Le Second Empire impose dix-neuf ans de silence par le décret constitutionnel du 2 février 1852 qui supprime la représentation nationale et tout droit électoral pour les colonies. Deux sénatus-consulte fixent le mode de gouvernement colonial pendant cette période, tendant à centraliser davantage encore les pouvoirs et à renforcer la prépondérance des planteurs usiniers. Celui de mai 1854 réduit les pouvoirs des conseils généraux dont les membres, au même titre que les maires et leurs conseillers municipaux, sont nommés par le gouverneur. Le second sénatus-consulte, en juillet 1866, élargit les attributions

4 C'est le cas, par exemple, de Roux de Beaufort, rédacteur du journal républicain *Le Progrès*. Je renvoie, pour l'ensemble de ces informations et pour la consultation des documents indiqués, à mon ouvrage *La Liberté assassinée* (Lara 2005b).

tions des assemblées locales, répondant ainsi à deux pétitions de leurs membres, colons de Guadeloupe et de Martinique. Ils se voient confier des compétences fiscales, notamment par la fixation des tarifs des droits de douane sur les produits importés dans les colonies et de l'octroi de mer. Les conseils généraux des colonies ont ainsi plus de pouvoirs que leurs homologues de l'Hexagone, mais ils sont en revanche chargés de subvenir aux dépenses publiques et au traitement de leur personnel. La législation républicaine s'applique à nouveau en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane à partir de 1871. Les colonies élisent au suffrage *universel* masculin leurs représentants dans les instances parlementaires françaises.

8. L'oubli du passé et ses acteurs

Les mots d'ordre de l'émancipation, que les délégués du gouvernement républicain comme les premiers candidats aux élections législatives de 1848 et 1849 s'appliquent à transmettre sont: travail, ordre public, oubli du passé. Des consignes qui bénéficient de relais-médiateurs et ont des conséquences d'une redoutable efficacité. L'ordre public, le maintien au travail sur les plantations sucrières supposent selon les autorités coloniales une *réconciliation sociale* en faveur de laquelle militent les administrateurs en poste, des leaders tels que le Martiniquais Charles Auguste Cyrille Bisette, et, surtout, les membres du clergé et la presse. Le clergé – les frères de l'Instruction Chrétienne de Ploërmel, les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny – est officiellement chargé depuis 1848, de l'enseignement dans les écoles que la République ouvre à tous les enfants âgés de 6 à 10 ans. L'un des décrets organiques de l'abolition du 27 avril 1848 prévoit en effet en article I qu'«[a]ux colonies, où l'esclavage est aboli par décret de ce jour, il sera fondé, dans chaque commune, une école élémentaire gratuite pour les filles, et une école élémentaire gratuite pour les garçons». Victor Schœlcher, malgré son athéisme, a lancé dès le 20 mars 1848, en tant que sous-secrétaire d'État aux Colonies, un appel au recrutement de frères instituteurs à Jean-Marie de Lamennais, supérieur des frères de Ploërmel. Quant aux directeurs des organes de presse, ils prennent leurs ordres auprès des gouverneurs à l'occasion de réunions hebdomadaires. Ainsi se met en place un processus de

canalisation de l'enseignement et de la mémoire collective dont les effets sont encore sensibles aujourd'hui.

Depuis les années 1840, les planteurs ont estimé que les frères "enseignent trop de choses à leurs élèves" et qu'il convient juste de leur "inspirer le goût du travail de la bonne terre pour lequel les nouveaux libres éprouvent en général une si regrettable répugnance" (Lara 2005b, chap. "Le clergé colonial": 551). Ils ont été écoutés. Le décret du 27 avril 1848 relatif à l'instruction publique prévoit en article 7 la publication, "pour les écoles des colonies, de livres élémentaires où l'on mettra en relief les avantages et la noblesse des travaux de l'agriculture". Les membres du clergé qui refusent de se soumettre aux ordres du gouverneur pour une organisation des horaires de l'école en fonction de ceux du travail sont immédiatement expulsés de la colonie. Le plus célèbre d'entre eux est le préfet apostolique, chef du clergé de la Guadeloupe, l'abbé Casimir Dugoujon, qui a osé prendre le contrepied de cette politique. Quant aux planteurs, leurs journaux s'interrogent au sujet de la scolarisation des *nouveaux libres*: "Planteront-ils des cannes lorsqu'ils seront devenus savants?" En 1854, le gouverneur de la Guadeloupe, Bonfils, décide de n'ouvrir les écoles qu'aux apprentis cultivateurs, afin de "moraliser la jeune population et de la rattacher par des faveurs exceptionnelles aux travaux des champs" (ANOM, série géographique Guadeloupe C4 d48).

La première intervention du représentant de la Guadeloupe Louisy Mathieu, issu des rangs des anciens esclaves, devant l'Assemblée nationale constituante en octobre 1848, affirme le souhait de ses électeurs de "tendre la main": en élisant comme suppléant Charles Dain, issu d'une famille de *békés* de la Basse-Terre, ils illustrent selon lui "cette parole si noble: A l'oubli du passé!".

La suppression de la traite négrière et la destruction du système esclavagiste obligent le gouvernement français à édifier un nouveau système colonial pour contenir les populations colonisées. Aux XVII^e et au XVIII^e siècles, la domination coloniale s'est fondée sur le pouvoir des maîtres à l'intérieur de leurs domaines, les milices et l'armée. Après l'abolition, la puissance coloniale s'exprime dans la volonté des administrateurs de *diriger les esprits*.

Les *nouveaux libres* précipités dans une campagne électorale en 1848 et 1849, ont été mis en liberté surveillée par les décrets du 27 avril. Ils sont embrigadés dans le nouveau cadre colonial, un système

organisé pour les soumettre au marché, les contraindre à obéir, à travailler et à se taire en oubliant le passé...

Bibliographie

- Boissy d'Anglas, François Antoine (4 août 1795). "Rapport et projet d'articles constitutionnels relatifs aux colonies, présentés à la Convention Nationale au nom de la Commission des Onze dans la séance du 17 thermidor an III". In: Lara, Oruno D. (1998): *De l'oubli à l'Histoire. Espace et identités caraïbes*. Paris: Maisonneuve et Larose, documents annexes.
- Courrier de la Martinique* (1849-1851). Fort-de-France, Martinique.
- Fischer-Blanchet, Inez (1981): "L'affaire Sénécal en Guadeloupe, 1848-1852". In: *Cimarrons*, vol. I. Guadeloupe: Institut de recherches Historiques/Paris: Jean-Michel Place, pp. 50-80.
- Gazette officielle de la Guadeloupe* (25 juillet 1848). Basse-Terre, Guadeloupe.
- Lara, Oruno D. (1998): *De l'oubli à l'Histoire. Espace et identités caraïbes*. Paris: Maisonneuve et Larose, pp. 154-180.
- (2005a): "La proclamation d'abolition de l'esclavage du 25 février 1848 – Le récit de Lamartine". In: Lara, Oruno D.: *La liberté assassinée. Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion en 1848-1856*. Paris: L'Harmattan, pp. 36-38.
- (2005b): *La liberté assassinée. Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion en 1848-1856*. Paris: L'Harmattan.
- Le Progrès* (17 juin 1849). Journal paraissant à Pointe-à-Pitre. Guadeloupe.
- Nouvelles Annales de la Marine et des Colonies* (1849). Tome I. Paris: Ministère de la Marine et des Colonies.
- Perrinon, François-Auguste (1848): "Lettre du 27 février 1848". In: *La Réforme*, 28 février 1848/*Journal officiel de la Martinique*, 26 mars 1848/*Courrier de la Martinique*, 27 mars 1848.
- Revue Coloniale* (1849-1850), Ministère de la Marine et des Colonies.
- Schmidt, Nelly (2000): *Abolitionnistes de l'esclavage et réformateurs des colonies. Analyse et documents, 1820-1851*. Paris: Karthala.
- Schœlcher, Victor (1833): *De l'esclavage des Noirs et de la législation coloniale*. Paris: Paulin.

Archives

ANOM: Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence.